

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/JPN/10

2 décembre 1996

(96-5055)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions complémentaires de la COMMUNAUTE EUROPEENNE concernant la nouvelle notification complète du JAPON¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 novembre 1996.

A. AIDE REGIONALE

1. Le Japon n'a pas notifié un certain nombre de programmes d'aide régionale, par exemple l'"Amortissement spécial aux fins de l'impôt sur les sociétés pour favoriser l'emploi et le développement des zones sous-développées" (question 12, page 5 du document G/SCM/Q2/JPN/4), au motif que ces programmes ont un caractère non spécifique.

2. La Communauté estime que ces programmes, auxquels peuvent avoir droit uniquement certaines régions, sont clairement spécifiques au sens de l'article 2, étant donné que l'autorité qui accorde la subvention limite expressément à certaines entreprises la possibilité d'en bénéficier (article 2.1 a)). Bien que l'article 2.1 b) prévoie qu'il n'y a pas spécificité si le droit de bénéficier de la subvention est subordonné à des critères objectifs, la note de bas de page 2 précise que ces critères doivent être "**d'application horizontale**", ce qui signifie que le droit de bénéficier de la subvention (dans le cadre des critères retenus) doit être valable pour l'ensemble du territoire relevant de l'autorité qui accorde la subvention. Les critères choisis pour l'octroi de subventions régionales, lesquelles sont par avance limitées à certaines régions, par définition et conformément à leurs objectifs, ne sont pas d'application horizontale. Même si les régions qui satisfont aux critères peuvent automatiquement prétendre à une aide, on sait au moment où les critères sont établis que certaines régions seront exclues.

La note de bas de page 2 définit comme "critères objectifs" ceux qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres. Dans le cadre d'un programme d'aide régionale, une entreprise située dans une région admise à bénéficier du programme peut recevoir une subvention, alors qu'une entreprise identique située en dehors de cette région ne le peut pas. Par conséquent, les critères établis pour pouvoir obtenir des subventions régionales ne sont pas "objectifs" au sens de la définition de l'article 2.

3. En outre, si l'aide régionale avait un caractère non spécifique au sens de l'article 2, l'exception tout entière établie à l'article 8.2 b), qui classe l'aide régionale dans la catégorie "verte", n'aurait pas de raison d'être, puisque ce type d'aide serait déjà considéré comme ne donnant pas lieu à une action

¹G/SCM/N/3/JPN.

conformément à l'article 8.1 a). Or l'article 8.2 b) existe précisément parce que l'aide régionale est spécifique; dans le cas contraire, il n'y aurait pas lieu d'établir des conditions particulières.

4. Le Japon notifiera-t-il toutes les subventions régionales, étant donné que ces subventions sont spécifiques et sont par conséquent soumises à l'obligation de notification au titre de l'article 25.2?

B. SUBVENTIONS AUX PARCS ET ZONES INDUSTRIELS

Le Japon notifiera-t-il toutes les subventions de ce type, par exemple celle qui est accordée dans la Préfecture de Tottori - subvention pour la création du Parc industriel de Takeuchi - ou dans celle de Niigati - subvention pour l'implantation d'entreprises dans la zone industrielle de Tokyo? Ces subventions sont spécifiques sur le territoire des préfectures en cause, étant donné que seules les entreprises situées dans les zones industrielles y ont droit.

C. SUBVENTIONS SPECIFIQUES A CERTAINS SECTEURS

Le Japon notifiera-t-il toutes les subventions spécifiques, en droit ou en fait, à certains secteurs? Des exemples sont fournis ci-après:

1. Iwate - fonds pour la gestion et la stabilité de l'industrie du bois. Selon la législation, ce fonds est réservé à l'industrie du bois et est par conséquent spécifique.
2. Ishikawa - subvention pour l'adoption de technologies de pointe. Il est clair que les critères à remplir pour bénéficier de cette subvention, qui nécessitent l'utilisation d'un matériel de haute technologie, limiteront en pratique à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention. Par conséquent, on peut affirmer que ce programme est en fait spécifique, avant même que les subventions soient octroyées.
3. Gouvernement central - subventions en vue de la commercialisation de technologies économes en énergie. Là encore, les critères sont choisis de telle manière que seuls certains types d'entreprises peuvent être admis à bénéficier de ces subventions.

D. SUBVENTIONS OCTROYEES PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISMES PUBLICS

Le Japon notifiera-t-il toutes les subventions octroyées par l'intermédiaire d'organismes publics? Au cours de l'examen, le Japon a souvent nié l'existence d'une subvention, affirmant que les capitaux avaient été transférés de l'Administration à un organisme public. Un exemple en est l'Agence pour la promotion des technologies de l'information (question 8, page 4 du document G/SCM/Q2/JPN/4).

De l'avis de la Communauté, le Japon devrait notifier les subventions octroyées à ces organismes ou les subventions que les organismes bénéficiaires eux-mêmes versent aux entreprises, dans la mesure où elles proviennent de fonds publics.

E. SUBVENTIONS OCTROYEES PAR L'INTERMEDIAIRE DES COLLECTIVITES LOCALES

Le Japon notifiera-t-il toutes les subventions octroyées par l'intermédiaire des collectivités locales? Au cours de l'examen, le Japon a souvent nié l'existence d'une subvention, affirmant que les capitaux avaient été transférés de l'administration centrale aux collectivités locales. Un exemple en est la subvention pour la promotion de technologies régionales (MITI).

De l'avis de la Communauté, le Japon devrait notifier ces subventions octroyées par l'intermédiaire des collectivités locales.

F. PME

Le Japon pourrait-il fournir les différentes définitions des petites et moyennes entreprises utilisées dans le cadre de ses programmes de subvention?